

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/MA/W/28
28 février 2003

(03-1202)

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

Original: espagnol

GROUPE DE NÉGOCIATION SUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES

Communication de la Bolivie

La Mission permanente de la Bolivie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 février 2003.

1. À la Conférence ministérielle de Doha, la Bolivie a réaffirmé son engagement de contribuer à la libéralisation accrue du commerce et a appuyé le lancement du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales.

2. En conséquence, la Bolivie soumet aux Membres, pour examen, ses vues sur les modalités et sur d'autres aspects qu'il conviendrait d'examiner dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

Modalités:

3. En ce qui concerne les modalités de réduction des droits, la Bolivie serait favorable à l'application de la formule suisse, en fonction du degré de développement des Membres, en prenant comme base de calcul les droits consolidés.

4. Pour l'élimination des droits de douane, la Bolivie soutient la proposition zéro pour zéro, applicable aux seuls pays développés, comme cela a été le cas lors du huitième cycle de négociations.

5. Il serait souhaitable que l'année de base pour la négociation soit l'année 2000, compte tenu du fait que les Membres auront déjà mis en œuvre leurs engagements en matière de consolidation.

Biens environnementaux:

6. En ce qui concerne le traitement à appliquer aux biens environnementaux, il est nécessaire d'établir une classification de ces produits et d'en donner une définition; à cet effet, le Secrétariat de l'OMC devrait préparer un document de base auquel les Membres apporteraient leur contribution. De même, il convient de souligner que les travaux déjà effectués dans le cadre de l'APEC et de l'OCDE peuvent servir de référence pour les travaux envisagés; mais les documents de base doivent être établis par le Secrétariat de l'OMC, étant donné que ces deux organismes internationaux ne comptent pas autant de membres que l'OMC.

7. D'autre part, la Bolivie est consciente de la nécessité de disposer d'une base de données intégrée complète et à jour; aussi est-il indispensable que les Membres respectent leur engagement de

./.

mettre à jour la BDI pour l'année 2000 et l'année 2001, et que les listes tarifaires codifiées (LTC) indiquant les droits de douane appliqués et les consolidations soient distribuées aux Membres.

8. Le renforcement des capacités est un autre aspect que nous jugeons important pour mettre en œuvre le principe de l'OMC qui est de permettre la participation accrue des pays en développement et en particulier des pays les moins avancés. Les Membres de l'OMC doivent étudier quels sont les mécanismes les plus appropriés pour fournir une assistance technique afin de faciliter la participation effective des pays en développement. À cet égard, la Bolivie demande une assistance technique pour la gestion de la base de données intégrée.

9. De même, comme cela a été établi à Doha, les négociations en cours doivent tenir compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et des pays les moins avancés, et il faudra veiller à ce que les engagements ne prévoient pas une réciprocité totale.

10. En dernier lieu, nous considérons que les progrès accomplis dans le cadre de ce Groupe de négociation ne devraient pas aller au-delà des résultats obtenus dans les négociations au sein du Comité de l'agriculture, afin d'assurer un équilibre entre les droits appliqués aux biens industriels et aux biens agricoles. Cela permettra de mettre fin à la discrimination qui existe dans le traitement de ces deux secteurs.
